

LE MENSUEL DE LA FONDATION iFRAP

SOCIÉTÉ CIVILE

Enquêter pour réformer N°232



7

CHIFFRAGE

DES PROGRAMMES

DES CANDIDATS À LA

présidentielle 2022

Mars 2022 - 8 €

FONDATION
iFRAP

FONDATION POUR LA RECHERCHE
SUR LES ADMINISTRATIONS ET
LES POLITIQUES PUBLIQUES

CHIFFRAGE

des programmes des candidats à la présidentielle 2022

9

À la veille du premier tour, la Fondation iFRAP a examiné les programmes de huit candidats à l'élection présidentielle 2022, à savoir Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon, Valérie Pécresse, Fabien Roussel et Éric Zemmour.

Nous avons retenu les principales mesures annoncées par les candidats dans leurs programmes pour la mandature 2022-2027 et avons chiffré les mesures à la fois en économies et en dépenses supplémentaires, en hausses et en baisses d'impôts. Ces chiffrages ont fait l'objet d'un échange avec les équipes des candidats et, en cas de désaccord sur les estimations, nous avons retenu nos hypothèses. Ces évaluations permettent d'estimer un solde pour 2027 dans le cas d'une application complète des mesures. Grâce à ce solde, on peut dégager une perspective pour les finances publiques alors que notre pays traverse une période de crise sans précédent et que le solde public pour 2027 est projeté à -84,7 milliards €¹.

De plus, nous avons réalisé un focus sur 10 thèmes qui figurent parmi les principales préoccupations des Français : retraites, successions, fiscalité, sécurité, défense, immigration, protection sociale, fonction publique, pouvoir d'achat, chômage, énergie, pour mettre en avant ce qui distingue les programmes des candidats entre eux.

Cette étude s'appuie sur les comparateurs des primaires et du comparateur des programmes des candidats que la Fondation iFRAP a mis en place dès l'été 2021, complétés par des estimations détaillées des mesures que nous avons régulièrement publiées sur le site de la Fondation iFRAP. Ces éléments qui se veulent aussi précis que possible doivent permettre d'aller voter en connaissance de cause.

Principaux résultats :

- Anne Hidalgo : 54 milliards € de dépenses supplémentaires et 64,2 milliards d'impôts en plus ;
- Yannick Jadot : 92,5 milliards € de dépenses supplémentaires et 59,7 milliards d'impôts en plus ;
- Marine Le Pen : 19,6 milliards € de dépenses supplémentaires et 9,2 milliards d'impôts en moins ;
- Emmanuel Macron : 3 milliards € nets de dépenses supplémentaires et 30 milliards d'impôts en plus ;
- Jean-Luc Mélenchon : 259 milliards € de dépenses supplémentaires et 193 milliards d'impôts en plus ;
- Valérie Pécresse : 30,3 milliards € de baisses de dépenses et une quasi stabilité des impôts ;
- Fabien Roussel : 287 milliards € de dépenses supplémentaires et 131,4 milliards d'impôts en plus ;
- Éric Zemmour : 17,6 milliards € de baisses de dépenses et 22,5 milliards d'impôts en moins.

■ 1 : Source PSTAB 2021-2027, RESF 2022 actualisé pour la Commission européenne.

Finances publiques, emploi, chômage

Les chiffres clés

France en milliards €, 2021

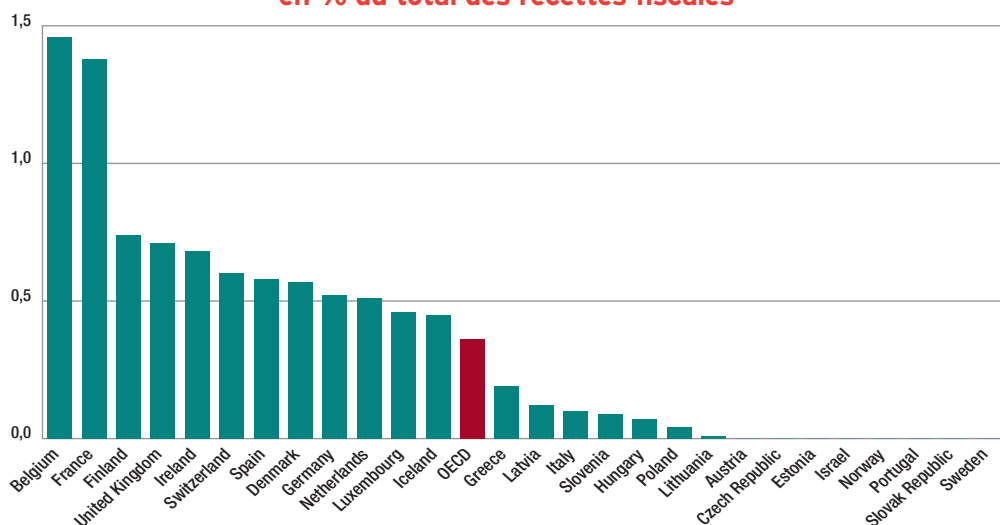
PIB	Dépenses publiques	Dépenses publiques hors intérêt dette	Prélèvements obligatoires y c. crédits d'impôts	Déficit public
2 475,6	1 484,8	1 456,7	1 131,7	-172,8

2021, en % de PIB

	Dépenses publiques	Prélèvements obligatoires	Déficit public
France	60,5 %	44,7 %	-8,2 %
Zone euro	53,3 %	40 %	-7,1 %
Zone euro hors France	51,5 %	38,9 %	-6,9 %
Allemagne	52,3 %	39,7 %	-6,5 %

Impôts sur les successions et les donations, 2019, OCDE

en % du total des recettes fiscales



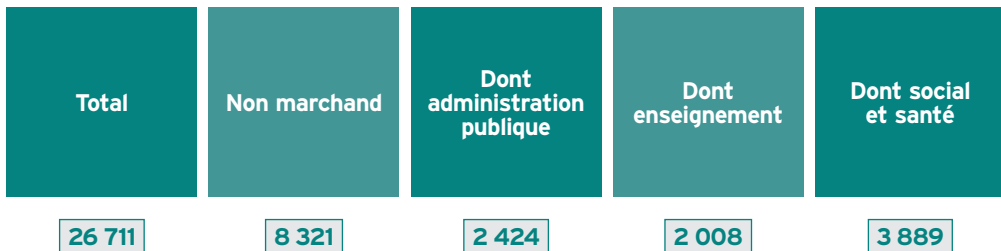
Source: OECD Revenue Statistics

Dette publique

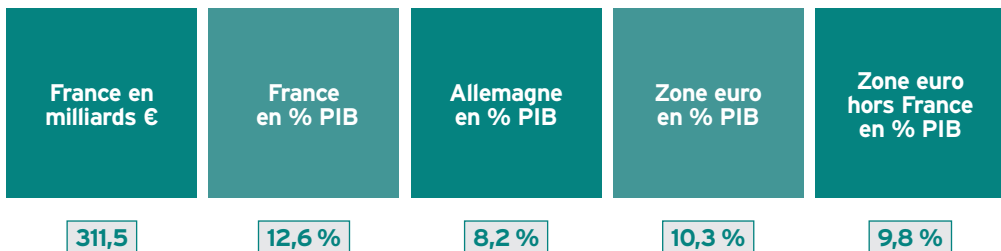


11

Emploi en France 2019, en milliers



Masse salariale publique 2019



Chômage et halo 2019 (en % de la population active élargie)

	Allemagne	Pays-Bas	Danemark	Belgique	Suède	France	Italie	Espagne	Union européenne à 14
Chômage	3	3,2	4,6	5	6,5	8	8,7	13,3	7,1
Halo du chômage	4,2	5,8	8	6,5	5,3	5	12,6	5,6	6,5

Source : Insee, Eurostat

Structure des politiques publiques

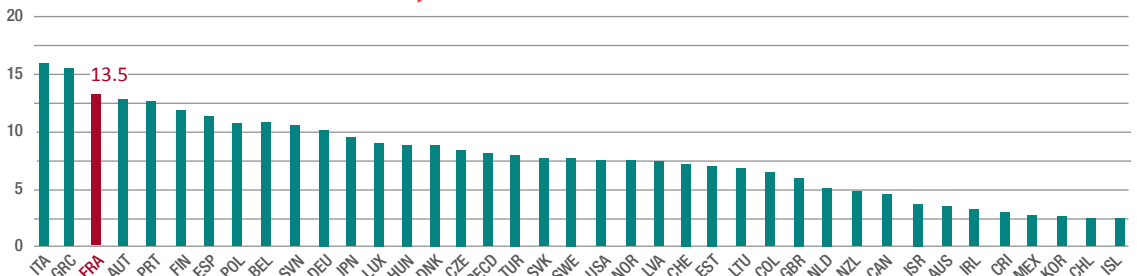
Les chiffres clés



Dépenses Sécurité (police, justice) : 39,9 milliards € (2019)
 +17,6 % depuis 2012



Dépenses de Pensions en % PIB



Source : OCDE, dernière année disponible 2018 ou 2019

Les points forts des programmes

1. Retraites

Concernant les retraites, l'heure de vérité approche : alors que la France tutoie le ratio de 1,7 cotisant pour 1 retraité, la charge n'est plus tenable et les déficits vont s'accumuler si l'on ne fait rien. Pourtant, on trouve des candidats qui veulent rétablir la retraite à 60 ans comme Fabien Roussel, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Ces deux derniers s'alignant sur le principe d'une retraite complète avec 40 années de cotisations. Pour un coût faramineux entre 9,6 et 33,2 milliards €, en 2027. On trouve ensuite Anne Hidalgo et Yannick Jadot qui prônent le maintien de l'âge de départ à la retraite à 62 ans quand Éric Zemmour propose de le monter à 64 ans. Emmanuel Macron et Valérie Pécresse, eux, visent 65 ans : ce nouvel âge de départ représentant une économie de 14-15 milliards € par an, en 2027 mais modulé à la baisse en fonction des mesures d'accompagnement : Emmanuel Macron propose une retraite minimum à 1 100 €, Fabien Roussel et Anne Hidalgo à 1 200 €, Jean-Luc Mélenchon à 1 400 € quand Valérie Pécresse vise le SMIC net (mais en 2030) et que Marine Le Pen souhaite fixer le minimum vieillesse à 1 000 €.

2. Héritage

La France est le pays qui taxe le plus les donations et successions : 0,7 % du PIB quand la moyenne européenne est à 0,2 %. Nous payons 7 milliards € en plus par an par rapport aux pays d'Europe. Valérie Pécresse propose une baisse de la fiscalité des successions (200 000 € d'abattement) de 2,3 milliards €. Éric Zemmour propose une baisse de 3,3 milliards sur les droits de transmission des entreprises familiales. Marine Le Pen veut baisser la fiscalité sur les transmissions en fonction du nombre

d'enfants pour 1,5 milliard €. Emmanuel Macron, lui, veut supprimer l'impôt sur les successions jusqu'à 150 000 € par enfant, et jusqu'à 100 000 € pour un autre membre de la famille, pour une baisse de 2,5 milliards. À l'inverse, Anne Hidalgo veut augmenter cette fiscalité de 8 milliards € et Jean-Luc Mélenchon de 30 milliards, notamment en spoliant la fraction de tout héritage dépassant les 12 millions €.

3. Impôts

On trouve deux camps parmi les candidats, ceux qui augmentent et ceux qui baissent les impôts. Jean-Luc Mélenchon prévoit d'augmenter les recettes publiques de +193 milliards € dont +26 milliards de cotisations pour financer une grande Sécurité sociale à 100 % et +20 milliards issus de la suppression des niches fiscales. Fabien Roussel, Yannick Jadot et Anne Hidalgo proposent la création d'un ISF climatique et en attendent des gains allant de 4 à 12 milliards. Fabien Roussel vise 131 milliards d'augmentation de la fiscalité, Yannick Jadot, 60 milliards en augmentant le taux maximum d'impôt sur le revenu à 65 % et Anne Hidalgo vise une hausse massive de 64 milliards €. À l'inverse, Marine Le Pen propose de baisser la fiscalité de -9,2 milliards nets (dont -12 milliards de baisses de TVA sur les carburants et l'énergie), Valérie Pécresse propose autant de baisses que de hausses et Éric Zemmour vise -22,5 milliards € notamment en baissant les impôts de production de 30 milliards €. Emmanuel Macron affiche une baisse de la fiscalité d'environ 15 milliards plus que compensée par la baisse des niches fiscales et sociales dont il espère récupérer 15 milliards €. Un effet dynamique sur les recettes, avec pour conséquence que les taux de prélèvements obligatoires pourraient ne pas baisser.

4. Sécurité intérieure et justice

Marine Le Pen s'engage à créer 20 000 places de prisons supplémentaires, tout comme Valérie Pécresse et Éric Zemmour mais ce dernier passe par la libération de 10 000 places (via l'expulsion des 24,9 % d'étrangers incarcérés) et la construction de 10 000 places. Coût : entre 1,44 milliard et 2,7 milliards. De plus, Marine Le Pen veut recruter 7 000 policiers et gendarmes, 3 000 postes de personnels administratifs et 11 500 magistrats pour 650 millions €. Jean-Luc Mélenchon, lui, propose de recruter 2 000 agents (70 millions €) pour améliorer les transports de détenus et veut privilégier les peines alternatives à la prison. Valérie Pécresse, elle, veut augmenter les moyens des tribunaux à 9 milliards € par an et recruter 16 000 personnels en plus. Fabien Roussel vise 25 000 personnels de sécurité en plus et Éric Zemmour, 6 000. Ce dernier et Valérie Pécresse veulent aussi abaisser la majorité pénale de 18 à 16 ans. Enfin, Emmanuel Macron propose un effort de 4,5 milliards € notamment pour doubler la présence des forces de l'ordre sur le terrain et propose de recruter 8 500 magistrats et personnels de justice pour 0,6 milliard €.

5. Défense

La position la plus partagée par les candidats est la sortie de la France de l'OTAN soutenue par Fabien Roussel, Éric Zemmour, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Éric Zemmour et Jean-Luc Mélenchon souhaitent, tous les deux, remettre en place une forme de service national obligatoire (3 à 5 milliards, selon la forme et pour un service de 3 à 6 mois). Yannick Jadot veut créer une force européenne commune composée de 5 000 hommes (ce qui reviendrait à ouvrir l'Eurocorps aux 27). Anne Hidalgo propose de renforcer le contrôle du Parlement sur les opérations extérieures. Enfin, Marine Le Pen veut augmenter le budget de la Défense de 14 milliards €, Valérie Pécresse de 6 milliards et Éric Zemmour de 18 milliards €. Ces deux derniers veulent lancer la construction d'un

deuxième porte-avions. Emmanuel Macron vise +3 milliards de dépenses en 2027 en sus de la loi de programmation militaire actuelle.

6. Immigration

Éric Zemmour et Marine Le Pen veulent supprimer l'Aide médicale d'État (AME) pour 1 milliard par an d'économies quand Valérie Pécresse veut la recentrer sur les soins d'urgence. Ces trois candidats proposent que les demandes d'asile soient obligatoirement déposées dans les consulats à l'étranger et de supprimer l'automatisation du droit du sol. Ils proposent aussi de réduire le versement d'aides sociales aux étrangers selon des critères spécifiques (au moins un parent Français, extra-Européens ou résidence de 5 ans sur le territoire) pour des économies allant de 3 à 10 milliards €. Enfin, Marine Le Pen et Éric Zemmour veulent, tous les deux, mettre fin à la politique d'accueil des mineurs étrangers isolés (actuellement, un coût d'environ 2 milliards € par an) et soumettront tous les deux leurs mesures concernant l'immigration à un référendum. Emmanuel Macron et Valérie Pécresse veulent renforcer les expulsions notamment pour les étrangers qui troublent l'ordre public et l'actuel président veut créer une « force des frontières » nationales tout en renforçant Schengen. Jean-Luc Mélenchon veut, lui, abroger la loi « Asile et immigration », régulariser tous les travailleurs sans-papiers et faciliter l'accès à la nationalité française pour les personnes étrangères présentes légalement sur le territoire.

7. Aides sociales/ Fraude sociale et fiscale

C'est presque un marronnier pour les candidats : lutter contre la fraude fiscale et sociale. Il faut dire que les estimations des candidats sont énormes (20 milliards € pour la fraude sociale et 30 à 50 milliards pour la fraude fiscale) et représentent une source de financements supplémentaire facile à afficher. De la lutte contre la fraude fiscale, Jean-Luc Mélenchon (en 2017) et Fabien Roussel espèrent pouvoir

recupérer 100 milliards €, Éric Zemmour, 10 milliards et Anne Hidalgo, 5 milliards. Éric Zemmour y ajoute 5 milliards de gains de la lutte contre la fraude sociale et Fabien Roussel, 10 milliards. Sur les deux fronts de la fraude, Valérie Pécresse, elle, espère tirer 15 milliards de recettes supplémentaires. Les propositions sont les suivantes : Marine Le Pen et Éric Zemmour misent sur une carte vitale biométrique infalsifiable quand Valérie Pécresse veut un secrétaire d'État dédié au sujet et moderniser cette lutte notamment en ayant recours à l'intelligence artificielle. Emmanuel Macron, lui, veut automatiser le versement des aides non contributives, la fin des démarches (et de leur complexité) devant stopper le non-recours et la fraude : en jeu, près de 5 milliards € d'économies.

8. Fonctionnaires

La France compte 5,6 millions d'agents publics. Par rapport à la zone euro, la France compte 1 million d'agents en plus. En 2017, Emmanuel Macron promettait de réduire le nombre d'agents publics de 120 000, une promesse non réalisée. Pour cette élection, à l'exception de Valérie Pécresse qui propose la suppression de 200 000 postes (mais +50 000 agents dans la sécurité, l'éducation et la santé) pour 9 milliards d'économies, tous les candidats proposent d'augmenter les effectifs publics. Des recrutements ciblés pour le président dont 50 000 infirmiers et aides-soignants (ASH), 8 500 magistrats et personnels de Justice, pour un coût de 2 milliards. Marine Le Pen vise 21 500 recrutements dans la justice et la sécurité pour 650 millions par an. Éric Zemmour vise +97 000 postes dans la justice, la santé l'éducation pour 4 milliards. Yannick Jadot, 228 000 recrutements sur les mêmes missions pour 8 milliards. Enfin, Fabien Roussel et Jean-Luc Mélenchon visent de recruter, respectivement, 500 000 et 1 million d'agents, pour une dépense supplémentaire annuelle de 18 à 36 milliards €. En parallèle, ils prônent, tous les deux, la titularisation des contractuels de la fonction

publique et le relèvement du point d'indice pour 40 à 60 milliards. Emmanuel Macron pourrait proposer un relèvement de 2 points, pour 4 milliards et des embauches pour vraisemblablement plus de 100 000 postes une augmentation de la masse salariale éducative à hauteur de 5 milliards € hors mesures indiciaires et 1,3 milliard pour les aides-soignantes et les infirmiers. Soit en tout plus de 10 milliards € par an.

9. Pouvoir d'achat

Avec l'inflation, le pouvoir d'achat redevient une préoccupation majeure des Français. Fabien Roussel et Yannick Jadot revalorisent le SMIC à 1 500 €. Anne Hidalgo, 1 450 € et Jean-Luc Mélenchon, 1 400 €. Coût : 30 à 53 milliards pour les employeurs. En parallèle, ces candidats reviennent sur les effets du gel du point d'indice avec des revalorisations dans la fonction publique de 10 % (Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon) et 30 % (Fabien Roussel). Valérie Pécresse augmente de 10 % les salaires jusqu'à 2,2 SMIC via une baisse des cotisations vieillesse et ouvre la possibilité de convertir les RIT en salaire. Coût : 7 milliards pour les finances publiques et 14 milliards pour les entreprises. Marine Le Pen propose une exonération de cotisations patronales pour toute hausse salariale de 10 % accordée à tous les salariés d'une entreprise. Éric Zemmour veut une baisse ciblée de la CSG au niveau du SMIC (pour -8,2 milliards). Emmanuel Macron veut tripler la prime « Macron » pour atteindre 3 000 € et baisser les charges pour les indépendants : gain de 550 € par an au niveau du SMIC.

10. Chômage/travail

Fabien Roussel, Jean-Luc Mélenchon, Anne Hidalgo et Yannick Jadot veulent, tous les quatre, abaisser la durée légale du travail et abroger la dernière réforme de l'assurance-chômage. Fabien Roussel vise les 32 heures, tout comme Jean-Luc Mélenchon pour les métiers pénibles. Ce dernier veut aussi créer une garantie emploi pour tout chômeur

dans un secteur d'urgence. Pour les autres, les heures supplémentaires seront majorées à 25 % (4 premières, puis 50 %) pour faire respecter strictement les 35 heures. À l'inverse, Valérie Pécresse veut libérer le temps de travail qui sera à négocier par branche ou par entreprise (en absence d'accord, la durée de travail sera de 39 heures) et rendra les allocations-chômage dégressives après 6 mois pour 4 milliards d'économies. Elle propose aussi de régionaliser Pôle emploi tandis qu'Emmanuel Macron veut transformer l'agence en « France Travail » et moduler les règles de l'assurance chômage à l'évolution du marché du travail en temps réel.

11. Énergie

Marine Le Pen veut baisser la TVA à 5,5 % sur les produits énergétiques pour une baisse annuelle de 12 milliards €. Anne Hidalgo veut baisser à 5,5 % la TVA sur le gaz et l'électricité (10,8 milliards de baisse).

Valérie Pécresse veut elle supprimer la TVA sur la taxe de l'électricité (500 millions de baisse).

Sur le nucléaire : Marine Le Pen souhaite construire 6 EPR, la réouverture de Fessenheim et la relance du projet Astrid. Valérie Pécresse propose également la création de 6 EPR (ainsi que Fabien Roussel) et la prolongation des réacteurs existants à 60 ans (tout comme Éric Zemmour). Emmanuel Macron propose également la construction de 6 EPR puis 14 comme Éric Zemmour. À noter que la construction de 6 EPR coûterait 54 milliards € et le grand carénage 50 à 100 milliards €.

De son côté, au contraire, Yannick Jadot veut arrêter 10 réacteurs d'ici 2035, Jean-Luc Mélenchon veut sortir du nucléaire. Avec Anne Hidalgo, tous trois veulent aller vers un futur 100% renouvelable (coût : 875 à 975 milliards € à l'horizon 2050 selon RTE).

Tableau récapitulatif des différents candidats

	Dépenses			Recettes			Réduction (+) ou aggravation (-) du déficit en 2027
	Baisses de dépenses	Nouvelles dépenses	SOLDE	Baisses d'impôts	Hausses d'impôts	SOLDE	
Anne Hidalgo	-2,2	56,2	54	-14,7	78,9	64,2	+10,2
Fabien Roussel	0	287	287	-20,6	152	131,4	-155,6
Jean-Luc Mélenchon	-13,6	272,7	259,1	-15	208	193	-66,1
Yannick Jadot	-10	102,5	92,5	-12,8	72,5	59,7	-32,8

	Dépenses			Recettes			Réduction (+) ou aggravation (-) du déficit en 2027
	Baisses de dépenses	Nouvelles dépenses	SOLDE	Baisses d'impôts	Hausses d'impôts	SOLDE	
Emmanuel Macron	-51	54,51	3,5	-14,2	44,7	30,5	+27
Valérie Pécresse	-54,1	23,8	-30,3	-24,8	25	0,2	+30,5
Marine Le Pen	-38,9	58,5	19,6	-40,4	31,2	-9,2	-28,8
Éric Zemmour	-50	32,4	-17,6	-63,5	41	-22,5	-4,9

Chiffrage des programmes

(par an en Mds € en 2027)

17

ANNE HIDALGO (mesures chiffrables)

	Dépenses	Recettes	
Augmenter le SMIC de 200 € nets soit hausse de 15 % dans la fonction publique	4	-1,92	TVA à 5,5 % sur les carburants (1 an)
Allongement du congé paternité à 16 semaines, dont 6 obligatoires	1,2	-2,0	TVA à taux réduit sur les déplacements en train et les filières de réemploi et de reconditionnement
Une assurance-chômage universelle accessible aux jeunes	4,8	-10,8	Baisse de la TVA sur l'énergie
Rémunération des enseignants portée progressivement au niveau de celle des cadres	7,8	9,1	Suppression de la déduction fiscale des salaires lorsque leurs montants dépassent l'écart de 1 à 20
Développement des pédagogies « ouvertes et inclusives »	0,5	20	Pénalités pour les entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale homme femme
Un plan mixité permettant de mettre fin aux collèges-ghettos	2	1,8	Suppression de la flat tax
Âge légal de départ à la retraite plafonné aux 62 ans actuels	0	4	ISF climatique
Rétablissement des 4 critères de pénibilité supprimés	0,6	8	Imposition des très hautes successions
Montant net du minimum vieillesse porté à 1 000 €	1,3	6	Fiscalité des multinationales
Former jusqu'à 15 000 nouveaux médecins par an	1,9	5	Lutte contre la fraude fiscale
Droit opposable à un mode d'accueil pour son enfant	2,5	7	Supprimer les niches fiscales les moins écologiques
Construction de 150 000 logements sociaux par an	7,5	18	Supprimer les niches fiscales les moins efficaces
Donner davantage de moyens à l'armée	2		
Recrutement de policiers et de gendarmes	1,1		
Amélioration des conditions de vie et de travail des policiers et gendarmes	0,5		
Plus d'1 milliard d'€ alloué à la lutte contre les violences faites aux femmes	1		
Plan de recrutement de magistrats, de greffiers et de travailleurs sociaux	0,6		
Davantage d'alternatives à l'incarcération	0,3		
Plan quinquennal de lutte contre le racisme et l'antisémitisme	0,2		
Réduction de 50 % des émissions de CO ₂ du secteur industriel d'ici 2035 par rapport à 2015	2		
Relancer l'effort de recherche et développement : Consacrer 3 % du PIB à la recherche et au développement (principalement recherche publique)	8,4		
Doter les jeunes d'un capital de 5 000 €	3,25		
Création d'un « minimum jeunesse » ouvert aux plus de 18 ans sous conditions de ressources (droit qui sera assorti d'un accompagnement « garanti » vers l'emploi)	2,7		
Réduction des dépenses néfastes à l'environnement	-2		
Allègement de la procédure pénale	-0,2		
Total dépenses	54	64,2	Total recettes
Solde excédentaire supplémentaire en 2027 de		10,2 milliards €	

FABIEN ROUSSEL (mesures chiffrables)

	Dépenses	Recettes	
Fonds publics pour faire baisser les taux d'intérêt bancaires des TPE-PME	20	2	Contribution de solidarité CASA-ACT de 2 % des dividendes
Statut des proches aidants	2	18	Effet de la réduction à zéro du chômage et du sous-emploi en termes de recettes fiscales
Augmentation du budget de l'Éducation nationale pour l'augmentation du temps scolaire de 45 %	24,8	30	Suppression des niches fiscales
Augmentation du budget de l'enseignement supérieur	6	2,0	Lutte contre la fraude sociale
Mise en place d'un fonds écologique et social	14	5	Lutte contre la fraude fiscale
Loi de programmation pour la rénovation des logements et des bâtiments	10	22,0	Suppression des exonérations sociales
Fonds pour repas Bio dans les cantines à prix modique	10	8	Triplement de l'ISF (prise en cause des risques d'évasion fiscale)
500 000 embauches dans les trois fonctions publiques	27	15	Prélèvement compensatoire de la taxe flottante
Plan de développement des services publics	60	50	Croissance dynamique des prélèvements obligatoires
Nationalisations	20,2	-15	Taxe flottante sur les carburants
Retour à la retraite à 60 ans à taux plein (entre 27 et 32 Mds)	27	-4,2	Baisse de la TVA sur l'énergie à 5,5 %
Nouveau service de l'emploi et de la formation	40	-1,4	Suppression de la TVA sur les taxes énergétiques
Autres dépenses (collectivités locales et Sécurité sociales)	26		
Total dépenses	287,0	131,4	Total recettes
Solde déficitaire supplémentaire en 2027 de			-155,6 milliards €

JEAN-LUC MÉLENCHON (mesures chiffrables)

	Dépenses	Recettes	
Hausse du SMIC à 1 400 € dans l'État et les collectivités territoriales	7,4	-1,0	Création d'un crédit d'impôt par enfant
Hausse de 10 % du point d'indice de la fonction publique hors éducation	14	-10,0	Baisse de l'imposition pour 92 % des moins riches
Garantie d'autonomie (hors jeune)	27,2	-5,0	Baisse du taux de TVA sur tous les produits de 1 ^{re} nécessité de 10 et 5,5 % à 5 %
Gratuité des dépenses incompressibles d'eau	4,2	10,0	ISF rétabli et renforcé (en termes de taux et de pénalisation écologique)
Gratuité des dépenses incompressibles d'énergie (gaz et électricité)	7,4	1,8	Barémisation des revenus de capitaux mobiliers
Mesures pour former et éduquer : +160 000 enseignants, +300 nouveaux lycées professionnels, maritimes et agricoles	8,85	1,5	Progressivisation de la taxe foncière et déduction des dettes d'emprunts après prise en compte de l'ensemble du patrimoine possédé
Rattraper la perte de pouvoir d'achat sur les 10 dernières années pour les enseignants	10,95	17,0	Impôt sur l'héritage (DMTG) réformé pour financer la garantie jeune
Rendre réellement gratuite l'éducation de la maternelle à l'université	8,4	13,3	Imposition à 100 % des héritages au-dessus de 12 millions d'€
Garantie d'autonomie jeunesse	9,5	5,0	Impôt sur le revenu à 14 tranches - impôt universel - taux marginal à 90 %
Construction de 15 000 logements étudiants/an et grand plan immobilier universitaire	1,6	11,0	Suppression du quotient conjugal et familial

300 000 emplois jeunes (contrats de 5 ans rémunérés au SMIC réévalué)	4,4	0	CSG progressive avec le même nombre de tranches que l'IR mais non fusionné
Conscription citoyenne	7,4	1	Plafonnement du crédit d'impôt emploi à domicile
100 % Sécurité sociale (intégration des mutuelles à la Sécu)	39,3	5	Augmentation de la TVA sur les produits de luxe de 25 % à 33 %
Reconstruire l'hôpital public (+100 000 soignants et hausse de 5 %/an du budget hospitalier)	20	5,1	Effet de la hausse du SMIC sur les recettes fiscales
Prise en charge du grand âge et de la dépendance (+240 000 recrutements) et revalorisation des métiers du grand âge	11,2	4,9	Effet recettes de la hausse de 10 % du point d'indice dans la fonction publique
Justice : 65 000 recrutements, gratuité des procédures courantes et doublement de l'aide juridictionnelle	4,5	4	Effet sur les recettes fiscales sur la garantie autonomie (hors jeune)
Recrutement de 12 000 policiers	0,57	2	Taxe sur les consommations excessives d'eau
Accueil des victimes et formation (sécurité)	0,53	3,7	Surtaxe sur les plus riches afin de compenser la gratuité des dépenses incompressibles d'énergie
Lutte contre les violences faites aux femmes	1,1	25,7	Cotisations supplémentaires de sécurité sociale pour financer le 100 % Sécu
Isolation de 700 000 logements/an	6,2	26	Impôt universel sur les multinationales
Investissement dans l'énergie	10,5	10	Lutte contre la fraude et l'évasion fiscale
Transports	6,25	11	Progressivisation de l'IS et taux marginal remonté à 33,3 %
Reconstruction industrielle	4	20	Suppression des niches fiscales inefficaces (CICE, CIR etc.)
Rénovation des ponts et barrages	0,6	6,5	Suppression des niches fiscales réputées polluantes
Enfouissement des réseaux électriques à haute tension	0,6	3,5	Suppression des niches fiscales « injustes »
Renouvellement des canalisations d'eau	1,5	1	Cotisation de financement de la garantie universelle des loyers
Travaux urgents d'adduction d'eau en Outre-mer	0,5	20	Taxer les entreprises ne respectant pas l'égalité homme femme
Recrutement de 1 800 agents de contrôle fiscal et moyens supplémentaires	1		
Mettre en place une garantie universelle des loyers financés par cotisations	1		
Lutter contre le non-recours aux droits sociaux et civiques par la simplification des démarches	3,34		
Créer une garantie de l'emploi : tout chômeur de longue durée pourra se voir proposer d'être embauché au SMIC – revalorisé – dans un secteur d'urgence	10		
Favoriser des congés parentaux de durée identique entre les parents	0,5		
Rétablir la retraite à 60 ans et fixer la durée de cotisation pour une retraite complète à 40 ans			
Revaloriser les pensions de retraite au niveau du SMIC pour une carrière complète et porter le minimum vieillesse au niveau du seuil de pauvreté	33,2		
Prendre en compte le RSA pour valider des trimestres en vue de la retraite			
Indexer le montant des retraites sur les salaires			
Revenir sur les privatisations (aéroports, autoroutes, Française des Jeux, etc.)	12		

Indemniser les chômeurs en fonction de leurs derniers salaires grâce à une assurance calculée à partir du premier jour de travail (neutre à cause de la réduction de chômage induite par le plan)	0		
Encadrement des dépassements d'honoraires et baisse des frais de gestion des complémentaires santé (supprimées), suppression des niches sur les mutuelles	-13,6		
Économies liées à la suppression de la T2A (30 % des actes) et économies diverses en santé	-7,0		
Total dépenses	259,1	193,0	Total recettes
Solde déficitaire supplémentaire en 2027 de		-66,1 milliards €	

YANNICK JADOT (mesures chiffrables)

	Dépenses		Recettes
Mesure de « réparation du service public » (école, police, justice et hôpital)	22	-0,70	Suppression de la TVA sur les produits bio et de proximité
<i>dont recrutement de 228 000 agents publics</i>	8,6	-1,3	Baisse de l'IS à la suite du rétablissement des impôts de production
<i>Mesures de revalorisation des agents</i>	6	-10,8	Réduction de l'impôt sur le revenu d'IR pour les plus modestes et les classes moyennes
<i>dont autres mesures service public</i>	5,4	18	Suppression de niches fiscales néfastes climat
<i>Revalorisation des dépenses de recherche à 1 % en 2027</i>	2	10	ISF climatique
Santé (pour un second Ségur de la Santé)	8	5	Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale
Instauration d'un revenu citoyen dès 18 ans (918 €/mois)	20	8	Fiscalité sur les successions
Protection sociale	16	4	Flat tax et impôt sur le revenu
<i>dont assurance universelle des loyers</i>	1	10	Imposition des entreprises (rétablissement des taxes de production supprimées)
<i>dont la déconjugalisation de l'AAH</i>	0,6	4	Légalisation du cannabis
<i>Revalorisation des minima sociaux et congé paternité</i>	4	2,7	Produit supplémentaire de TVA (pigouviennne)
<i>dont autres mesures relatives à la protection sociale</i>	10,4	7,2	Suppression du quotient conjugal
Plan d'investissement dans la transition et l'adaptation	25,0	3,6	Création d'une tranche d'imposition à 60 % à l'IR
<i>dont rénovation de 800 000 logements/an</i>	2,4		
<i>dont construction de 700 000 logements sociaux</i>	6,9		
<i>Autres mesures logement, ferroviaire</i>	4		
<i>Plan vélo et autres dispositions</i>	3,5		
<i>Augmentation du chèque énergie à 400 €</i>	2,32		
<i>Interdiction des néonicotinoïdes et du glyphosate dès 2022 compensés pour le secteur agricole</i>	2,5		
<i>Plan de transition énergétique vers les voitures électriques</i>	1,7		
<i>Réfection de patrimoines anciens ou transformation de l'immobilier de bureau en habitation</i>	1,7		
Fonds de soutien à la réindustrialisation/relocalisation	2,5		
Accompagnement de la transition écologique des acteurs économiques concernés	9		
Suppression de la compensation aux collectivités locales des impôts de production	-10		
Total dépenses	92,5	59,7	Total recettes
Solde déficitaire supplémentaire en 2027 de		-32,8 milliards €	

EMMANUEL MACRON (mesures chiffrables)

Dépenses		Recettes	
Réorientation de la LPM après 2025	3	-3,2	Suppression de la redevance audiovisuelle
Mesures nouvelles pour le ministère de la Justice	2	-2,5	Modification des droits de succession (réforme du barème ligne directe et indirecte)
Éducation et jeunesse hors masse salariale	6	-7	Suppression de la CVAE pour les entreprises (suppression de la part région)
Masse salariale éducation et jeunesse	6	0	Triplement de la « prime Macron »
Moyens additionnels sur la santé et la dépendance	8	1,7	Retour d'IS lié à la baisse de CVAE
Mesures relatives au travail	0,5	5	IS minimal sur les multinationales
Transition écologique et nucléaire	10	5	Lutte contre la fraude
Politique familiale (augmentation de 50 % de l'allocation de soutien familial, etc.)	5	15	Baisse des niches fiscales et sociales
Augmentation du point de fonction publique : 2 points	4	18	Effet attendu dynamique des recettes liées à un taux de chômage ramené à 5 %
Mesures de sécurité intérieure	4,51	-1	Baisses de charges sur le travail des indépendants
Minimum retraite à 1 100 €	2		
Autres mesures d'accommodement de la réforme des retraites	4		
Report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans	-15		
Réforme de l'assurance chômage	-6		
Simplification, administration électronique	-5		
Baisse des coûts de fonctionnement et de gestion	-5		
Baisse des dépenses de chômage liées à l'atteinte du chômage ramené à 5 %	-10		
Collectivités territoriales contractualisation (baisse des dépenses)	-10		
Total dépenses	3,5	30,5	Total recettes
Solde excédentaire supplémentaire en 2027 de		27 milliards €	

21

VALÉRIE PÉCRESSE (mesures chiffrables)

Dépenses		Recettes	
Remise à niveau de l'effort de défense	6	-2,3	Réforme successorale [choc de transmission (1,5) et de donation (-0,8)]
Augmentation des budgets des tribunaux	3	-7	Revalorisation des salaires (via des baisses de charges)
Programme pénitentiaire	2	-2,5	Suppression partielle de la contribution à l'audiovisuel public
Remise à niveau en matière de Sécurité intérieure	1	-0,5	Baisse de la TVA sur la consommation électrique et biens culturels
Éducation et santé	3	-0,2	Abattement de 50 % de l'IFI sur la résidence principale
Amélioration de la politique du handicap et de la dépendance	1,7	-0,5	Doublement du crédit d'impôt relatif aux services à la personne
<i>dont déconjugalisation de l'AAH</i>	0,7	-0,2	Défiscalisation des pensions alimentaires
<i>Dont autres mesures</i>	1	-1,6	PTZ, aide à l'investissement de proximité, agriculture
Renforcement de la politique familiale	3,4	-10	Baisse des impôts de production
<i>Dont mesures de soutien à la natalité</i>	3	-4,1	<i>Dont suppression de la C3S</i>
<i>Dont autres mesures relatives à la politique familiale</i>	0,4	-2,5	<i>Baisse de moitié du forfait social</i>

Augmentation des petites retraites au niveau du SMIC net	1	-2,5	Poursuite de la baisse de la CVAE sur les petites entreprises
Revenu « jeune actif »	1	0,0	Convertir les RTT en salaire, sans limite et sans charges patronales, pour les salariés qui le souhaitent contre prime
Augmentation des mesures liées à l'environnement	1,7	3,0	Réforme de l'État actionnaire
Réforme des retraites	-14	7,5	Lutte contre la fraude fiscale
Réduction du nombre de fonctionnaires	-9,1	7,5	Lutte contre la fraude sociale
Dénormage et suppression d'organismes publics	-1,5	5	Rationalisation des niches fiscales et prestations
Réforme de l'assurance chômage et du RSA	-5,0	2	Retour d'IS lié à la baisse des impôts de production
Baisse des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales	-3,5		
Aides inefficaces aux entreprises (10 %)	-15		
Résidence régulière de 5 ans pour les aides sociales et AME	-3,5		
Rationalisation sur dispositifs immobiliers	-2,5		
Total dépenses	-30,3	+0,2	Total recettes
Solde excédentaire en 2027 de	30,5 milliards €		

MARINE LE PEN (mesures chiffrables)

	Dépenses	Recettes	
Gratuité totale des transports en commun pour les 18-25 ans aux heures creuses	0,6	-3,6	Exonération fiscale totale de l'IR pour les moins de 30 ans
Prime pour les étudiants salariés conditionnelle à leur réussite aux examens	1	-0,9	Exonération d'impôt sur les sociétés pour les créateurs de moins de 30 ans
Revalorisation de la rémunération des apprentis	2,2	-12,0	Abaisser la TVA à 5,5 % sur les carburants et l'énergie
Instauration d'un service national du patrimoine	0,3	-3,2	Suppression de la redevance audiovisuelle
+10 000 postes de sécurité intérieure : 7 000 policiers et gendarmes + 3 000 administratifs	0,5	-3,0	Pleine part fiscale dès le 2 ^e enfant
Mesures sécurité (hors personnels)	1	-1,0	Retour de la demi-part fiscale pour les veufs et les veuves
Recruter 1 000 magistrats et 1 000 greffiers et assistants juridiques	0,15	0	Exonération des cotisations patronales jusqu'à 3 SMIC pour toute hausse de salaire de 10 % (uniquement sur la hausse)
Créer 20 000 places de prisons en 6 ans et 7 000 agents pénitentiaires	2,7	-0,18	Suppression de la taxe à l'essieu
Retour à la retraite à 60 ans et 40 années de cotisation pour ceux qui ont travaillé avant 20 ans	9,6	-1,5	Baisse de la fiscalité sur les transmissions en fonction du nombre d'enfants
Réindexation des retraites	7	-6,7	Suppression de la CFE
Revalorisation des personnels soignants	2	-3,28	Suppression de la C3S « dans les zones de relocalisation » où il faut créer de l'emploi (fléchage vers les TPE/PME)
Revalorisation des enseignants	4	-5	Réduction TICFE
Prêts de 100 000 € d'accès à la propriété aux jeunes parents non remboursable après la naissance du 3 ^e enfant	1,6	4	Boni sur l'assurance chômage lié à la réforme des retraites
Hausse des dépenses militaires	14	5	Baisse de la contribution de la France à l'UE (montant inconnu)
Mise en place d'un fonds souverain (nationalisation des autoroutes, nucléaire et investissement en santé)	11,92	3,4	Impôt sur la fortune financière (IFF) en remplacement de l'IFI

Arrêter les subventions sur les éoliennes et les énergies intermittentes	-5	15	Lutte contre la fraude sociale et fiscale
Économies sur la cession de France télévision	-0,946	0,19	Produit de cession de la vente de France télévision
Mesures de préférence nationale pour les prestations	-20,0	3,0	Retour en TVA
dont Réserver les prestations familiales (allocations familiales, de rentrée scolaire, PAJE) aux foyers dont au moins 1 parent est de nationalité française	-2,5	0,6	Produits de privatisation de l'audiovisuel public
dont Réserver le RSA et les prestations de solidarité (PA, APL) aux seuls étrangers ayant cumulé au moins 5 ans de travail EQTP en France	-1,2		
dont Renvoi des étrangers sans emploi depuis plus de 1 an	-1,08		
dont Restriction de l'immigration familiale (sur 90 000 titres de séjours accordés)	-0,48		
dont Réforme de la politique d'asile et fin de l'accueil des MNA	-3		
dont Suppression de l'AME et remplacement par une « aide d'urgence vitale »	-0,3		
10 % d'économie sur les dépenses des agences de l'État	-8		
Sortie de périmètre de l'audiovisuel public	-5		
Total dépenses*	19,6	-9,2	Total recettes
Solde déficitaire en 2027 de			-28,8 milliards €
Solde * hors fond souverain			-16,9 milliards €

ÉRIC ZEMMOUR (mesures chiffrables)

	Dépenses	Recettes	
Créer une garde des frontières à statut militaire	0,2	-8,2	Baisser la CSG pour chaque salaire inférieur au salaire médian
Renvoyer les étrangers indésirables	1,1	-1,0	Exonérer de CSG les petites retraites qui sont soumises au taux réduit
Construire 10 000 places de prison supplémentaires sur le mandat	1,4	-0,8	Rétablir la demi-part fiscale des veuves/veufs
Recruter 3 000 magistrats et 3 000 greffiers	0,5	-0,5	Exonérer de cotisations vieillesse en cas de cumul emploi-retraite
Augmenter le budget des armées à 70 Md€ à horizon 2030	18,0	-3,4	Supprimer des droits de mutation à titre gratuit pour les primo-accédants
Revaloriser le salaire des enseignants en accélérant la progression des carrières et en attribuant des Primes d'Excellence Professorale	1,0	-3,2	Supprimer la redevance audiovisuelle
Rétablir l'universalité des allocations familiales	0,6	-0,7	Rendre déductible à 50 % les intérêts d'emprunt pour les primo-accédants
Verser une bourse de naissance de 10 000 €	2,4	-0,5	Exonérer d'IFI la résidence principale
Construire 60 000 places en crèche	0,8	-1,2	Défiscaliser la participation
Investir 2 milliards d'€ sur le quinquennat pour protéger et restaurer notre patrimoine	0,4	-3,0	Relever le plafond du taux réduit d'IS (300 k€)
Déconjugaliser l'AAH	0,7	-0,2	Exonérer d'impôts la transmission d'une entreprise par donation
Recruter 50 000 AESH	1,7	-1,2	Exonérer d'impôts la transmission d'une entreprise par succession

Développer les établissements et services spécialisés pour donner à chaque élève porteur d'un handicap la possibilité d'être accueilli, accompagné et scolarisé en milieu adapté	0,1	-1,9	Supprimer les droits de succession pour 95 % des Français
Revaloriser les infirmiers et soignants à domicile en augmentant de 10 % leur rémunération	0,7	-0,6	Étendre le dispositif IFI-PME
Construire 400 000 nouvelles places en Ehpad à horizon 2030	1,5	-2,7	Doubler le plafond du quotient familial
Recruter 1 000 médecins salariés	0,1	-1,0	Exonérer de cotisations salariales les heures supplémentaires
Créer des services hospitaliers de proximité dans les déserts médicaux	0,3	-0,4	Étendre le dispositif « Jeune entreprise innovante »
Créer des unités de soins palliatifs sur l'ensemble du territoire	0,7	-0,2	Exonérer de cotisations jusqu'à 100 % du SMIC pour les apprentis
Doubler les capacités de formation des médecins et des professionnels de santé en 5 ans	0,3	-0,4	Exonérer de cotisations les apprentis embauchés
Économies sur le budget de l'État	-15,0	-30,0	Réduire les impôts de production (suppression de la CVAE et de la C3S entre autres...)
<i>Réduction des dépenses d'intervention en matière de formation et d'insertion</i>	-1	-1,5	Baisser le taux d'imposition de l'IS à 15 % pour les petites entreprises, les artisans, les commerçants et les agriculteurs
<i>Réorientation des crédits budgétaires de la politique de la ville</i>	-4	-1	Créer des zones franches industrielles dans les régions durement touchées par la désindustrialisation
<i>Suppression des bourses pour les étudiants absents, inscription réellement payante pour les étudiants étrangers, interdiction des redoublements</i>	-2	10,0	Lutte contre la fraude sociale
<i>Réduction de moitié de l'aide publique au développement</i>	-5	5,0	Lutte contre la fraude et l'optimisation fiscale
<i>Réduction des dépenses d'intervention du ministère de la culture dont privatisation des chaînes de l'audiovisuel public</i>	-2	3,1	Retour d'IS sur les impôts de production
Suppression des prestations non contributives pour les étrangers hors UE	-10,0	5	Surcroît de recettes de TVA lié aux allègements fiscaux des ménages
Suppression de l'AME et retour des MNA	-1	17,9	IS lié à l'augmentation de l'activité
<i>Autres mesures de suppression des AIS aux étrangers hors UE et minima sociaux</i>	-9		
Économies sur le budget des collectivités	-15,0		
Augmentation paramétrique de l'âge de départ à la retraite à 64 ans d'ici 2030	-10		
Total dépenses	-17,6	-22,5	Total recettes
Solde déficitaire en 2027 de			-4,9 milliards €